

Autoroutes bradées : un faux pour protéger Macron, Borne et Kohler ?



Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 23 mai 2023

Source [Boulevard Voltaire] :

Les deux enquêteurs de l'hebdo, Vanessa Ratignier et Emmanuel Lévy, mettent les pieds dans le plat du bradage avéré des autoroutes aux sociétés privées depuis 2006, et plus particulièrement lors du plan de relance autoroutier de 2015 : « *Le gouvernement a-t-il commis un faux pour protéger Emmanuel Macron, Alexis Kohler et Élisabeth Borne ? C'est tout l'enjeu d'une plainte déposée auprès du parquet national financier (PNF) et du tribunal judiciaire de Paris le 26 avril, dont Marianne a pris connaissance. Dans l'œil du cyclone : le Secrétariat général du gouvernement (SGG), soupçonné d'avoir réalisé un faux dans le dossier des autoroutes.* »

Sur quoi se fonde le soupçon ? Sur un courrier en date du 13 décembre 2021 dans lequel cette institution au centre du dispositif gouvernemental affirme n'avoir identifié aucun document préparatoire au plan de relance autoroutier (PRA, signé en avril 2015), un programme de 3,2 milliards d'euros de travaux réalisés pour l'État par les sociétés concessionnaires d'autoroutes Vinci, Eiffage et Abertis en contrepartie de la prolongation d'environ trois ans de leur contrat de concession. Les journalistes de *Marianne* s'étonnent qu'un plan d'une telle importance n'ait fait l'objet d'aucune étude préparatoire... C'est, en tout cas, ce que l'institution très politique qu'est le SGG est venue dire par la voix de Claire Landais, cette haute fonctionnaire à la tête de cette institution depuis juillet 2020 : « *Après de multiples recherches, aucun rapport détenu par les services de l'État entre 2013 et 2015 et ayant servi à l'élaboration des avenants aux contrats de concessions autoroutières n'a été identifié.* »

Retrouver l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)

23/05/2023 01:00